Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

Le 3 mars prochain, nous voterons sur deux initiatives liées à la problématique de l'AVS et plus généralement à celle des rentes de retraite.

Aujourd'hui, nous aborderons la première, issue des milieux de la gauche syndicale, qui propose le versement d'une treizième rente AVS à tous les retraités, ce qui équivaldrait à une augmentation de 8,3% des rentes et donc des dépenses.

S'il est vrai que ne toucher que l'AVS ne représente pas une somme suffisante pour vivre aisément, les arguments du comité d'initiative et de Pierre-Yves Maillard ne tiennent pas en ce qui concerne l'indexation des rentes, qu'ils prétendent insuffisante. Le président de l'Union Syndicale Suisse dit sur le site de l'initiative: «Avec les hausses de prix, les retraités perdent l'équivalent d'une rente mensuelle. C'est pourquoi nous avons besoin de la 13e rente AVS.» Néanmoins, selon le site de l'Office fédéral des assurances sociales, les rentes sont indexées sur un indice mixte qui correspond «à la moyenne de l'indice des salaires

et de celui des prix». Or cet indice est généralement supérieur à l'indice des prix à la consommation seul, et avantage donc les rentiers.

La pyramide des âges nous montre que, durant les prochaines années, un grand nombre de «boomers» arriveront à l'âge qui leur donnera le droit de cesser de travailler. Si elle n'est pas compensée par une augmentation de l'âge de la retraite, de l'immigration ou de la natalité, cette sortie des nouveaux retraités du marché du travail va provoquer une baisse des recettes fiscales. Moins de salaires payés, moins d'impôts. Dans le même temps, les dépenses de l'AVS vont augmenter, ce qui laisse à penser que la pérennité financière de l'institution pourrait n'être pas assurée.

Trois choses me dérangent à propos de cette initiative: la première est que cette augmentation ne toucherait que les retraités, et pas les bénéficiaires de rentes AI ou de rentes d'orphelins. On se demande bien pourquoi. Les rentiers AI et les orphelins n'ont pas a priori des besoins

moindres que les retraités. La seconde vient du fait que les sources de financement ne sont pas prévues. «Y'a qu'à...» augmenter les cotisations des employeurs, ou la TVA, et, de toute façon, il y a des excédents. La vision à long terme ne semble pas le fort des initiants. Finalement, je déplore que, comme toujours avec la gauche, cela soit le système de l'arrosoir. Quelle que soit la situation du retraité, il touchera cette manne, même s'il n'en a nul besoin. Or les personnes qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts peuvent bénéficier d'une aide par le biais des prestations complémentaires. A voir si ces prestations devraient être étoffées.

L'AVS constitue la principale source de revenus pour les retraités ayant eu durant leur vie active des salaires bas. Les retraités de la classe moyenne ont en général un deuxième pilier qui leur assure le maintien d'un niveau de vie agréable. Une des solutions que je verrais d'un bon œil serait d'augmenter la part que représente la prévoyance

individuelle dans la stratégie de maintien du niveau de vie.

En conclusion et pour résumer, je voterai Non à l'initiative, pour les défauts évoqués plus haut. Néanmoins, je souscris à la nécessité

de garantir des revenus décents à tous les aînés qui ont travaillé toute leur vie, tout en assurant le financement à long terme des institutions chargées de cette délicate mission.

Nous verrons le mois prochain une proposition intéressante, qui constitue le second objet des votations fédérales du 2 mars.

Michel Paschoud

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Le refus de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) de dévoiler ce qu'a coûté aux contribuables suisses l'achat des vaccins anti-Covid effectué par la Confédération est pour le moins questionnable.» Dites: «Le refus de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) de dévoiler ce qu'a coûté aux contribuables suisses l'achat des vaccins anti-Covid effectué par la

Confédération est pour le moins discutable.»

La manie qu'ont certains commentateurs, y compris parmi nos amis, de questionner des concepts ou de voir partout des événements qui interrogent est sûrement agaçante. Elle l'est plus encore sous la plume ou le clavier de rédacteurs qu'on a des raisons de croire cultivés et attachés à la correction de la langue

française. Ces anglicismes ne pouvant, dans le cas de ces journalistes, être attribués au snobisme ou à l'ignorance, force est d'admettre qu'on se trouve devant une maladie contagieuse, contre laquelle n'existe aucun vaccin dont un organisme quelconque puisse dissimuler le coût à ceux qui l'ont financé.

Le pinailleur

Saint-Maurice

Ce prénom précédé de l'adjectif *Saint* n'est pas parmi les quatre lieux répertoriés dans une histoire de Gilles¹; ces localités-là jouxtent le Léman, n'en déplaise aux Genevois, alors que celle de Maurice se trouve en amont d'un défilé au bord du Rhône.

Le propos de ce texte ne concerne pas la localité de Saint-Maurice, mais certaines de ses institutions, dont il fut fait grand cas dernièrement, pas forcément pour le bien commun.

Laissons donc Maurice d'Agaune et sa commune de côté pour nous focaliser sur trois domaines récemment harponnés et trop souvent amalgamés sans distinction

appropriée: l'abbaye, l'internat et le collège.

L'abbaye et ses chanoines: abbaye territoriale, fondée en 515, dépendant religieusement directement de Rome et se fondant sur les règles de saint Augustin. Sa communauté de chanoines, devenue au cours des dernières décennies peau de chagrin, s'est attelée, entre autres², à accueillir depuis 1806 des élèves en internat et à dispenser depuis plus de deux siècles un enseignement aux élèves de l'école obligatoire et post-obligatoire.

L'internat: aspect pratique et éducatif, ayant à la fois un lien avec la communauté des

chanoines (internat géré par les chanoines) et un autre avec la formation de jeunes Valaisans (via le collège). Les diverses récentes enquêtes et émissions – médiatiques et médiatisées – extérieures à l'abbaye, ainsi que les communiqués de presse de cette dernière, ont souligné, dans leurs points principaux, à la fois des allégations de déviances de certains chanoines et des demandes de pardon de la part de la communauté actuelle de l'abbaye. Il apparaît nécessaire de consacrer quelques mots à cette notion de pardon, qui, principalement, se réfère au fait que, bien que chanoine ayant prononcé ses vœux, un chanoine reste un être

humain comme un autre (position défendue par le catholicisme et a fortiori par la communauté de l'abbaye). Il est bien regrettable que cet argument cardinal et de référence à l'être humain (le commun des mortels), n'ait pas été alors suivi et appliqué jusqu'au bout, c'est-à-dire par la soumission à la loi civile (du moins en Suisse) et au pouvoir judiciaire compétent. Il y a ici de quoi s'interroger sur l'éthique et l'humanisme prônés par cette communauté.

Le Lycée-Collège de l'Abbaye ou LYCA: en référence, ici aussi, aux récentes actions des médias, il y a lieu de les compléter, voire de les dissocier des allégations de déviances diffusées. Après environ cent huitante ans d'enseignement humaniste et substantiel par les chanoines, ce qui forgea à

ce lycée une réputation au-delà de la frontière cantonale, l'enseignement a été au fil du temps assuré par une proportion croissante de laïcs, qui formaient quasiment la totalité des plus de cent professeurs à l'automne dernier. Il est difficile d'arrêter une date à partir de laquelle la majorité des enseignants a été composée de laïcs; pour le surplus, jusqu'il y a environ vingt ans, était prioritairement sélectionné (puis nommé par l'Etat du Valais) professeur au LYCA celui qui y avait acquis sa maturité. Enfin, l'enseignement au LYCA est depuis des décennies sous la responsabilité de l'Etat du Valais au même titre que les trois autres collèges de ce canton.

Pour conclure et outre ma réflexion sur l'incohérence de la position catholique demandant

le pardon pour **ses** êtres humains pécheurs tout en ne franchissant guère le pas de les soumettre à la justice civile, je regrette que les médias n'aient pas distingué les maux qui affligent la communauté des chanoines de toute la richesse que le corps des professeurs actifs au LYCA a apportée et apporte aux étudiants valaisans, vaudois et autres «étrangers». Il est à espérer que les dégâts causés à ce capital formatif ne l'affecteront que marginalement.

Michel Tobler

¹ Le Miracle de Saint-Saphorin.

² [Activités de la communauté - Abbaye de Saint-Maurice \(abbaye-stmaurice.ch\)](https://www.activites-de-la-communauté-abbaye-de-saint-maurice.ch/).

Quand un évêque accuse un autre évêque

Le 11 décembre 2023, l'évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, Charles Morerod, convoquait une conférence de presse au cours de laquelle il révélait que son prédécesseur, l'évêque Bernard Genoud, était accusé d'actes d'ordre sexuel, commis sur une jeune femme de dix-neuf ans, à l'époque où il enseignait à Bulle, au collège du Sud, ce qu'il fit entre 1976 et 1994.

Emu par la détresse de la victime, qui était venue lui parler après s'être confiée à la vice-présidente du Groupe de soutien aux

personnes abusées dans une relation d'autorité religieuse (Groupe SAPEC¹), l'évêque Morerod a jugé opportun d'alerter la presse et de lancer un appel à témoins².

Aussitôt, les médias ont relayé avec délectation «un cas qui donne une dimension inédite aux affaires d'abus dans l'Eglise».

Apparemment, personne ne s'est seulement demandé si le prélat incriminé pouvait l'être à tort. L'évêque Morerod est tombé «dans la sidération», puis sous l'influence des «ça ne m'étonne

pas» et des «je pense qu'on savait» de diverses personnes avec qui il s'est entretenu.

Et pourtant, si on s'en tient aux faits, qu'avons-nous?

Nous avons une femme dont on ne sait rien, si ce n'est qu'elle veut rester anonyme, qu'elle aurait été scolarisée au collège du Sud de Bulle à une époque située entre 1976 et 1994 et qu'elle devait donc avoir, à la fin de l'année dernière, entre quarante-huit et soixante-six ans. Tout le reste repose sur son unique témoignage et sur la foi que l'évêque

Morerod, Madame Aeby, vice-présidente du Groupe SAPEC, et «la personne qui l'accompagne psychologiquement» ajoutent à ses affirmations.

Je n'exclus pas que Mme ou Mlle X dise la vérité. Mais il me semble tout de même que le dossier manque d'épaisseur et que, avant de jeter l'opprobre sur son prédécesseur, qui ne peut plus se défendre puisqu'il est mort en

2010, l'évêque Morerod aurait pu mener une enquête un peu plus sérieuse.

A l'heure où j'écris ces lignes (13 janvier), l'appel à témoins du 11 décembre semble avoir fait long feu, puisque ni l'évêché ni la presse, qui n'aurait pourtant demandé que cela, n'ont fait état de nouvelles victimes ou de nouveaux témoignages.

Que faut-il en penser?

Mariette Paschoud

¹ Lors de sa fondation en 2010, le groupe s'était intitulé Groupe de soutien aux abusé-e-s des prêtres de l'Eglise catholique.

² <https://www.rts.ch/info/regions/fribourg/14542432-lancien-veveque-bernard-genoud-accuse-dactes-dordre-sexuel-sur-une-femme-de-19-ans.html>.

Les droits humains pour les autres

La mode est *au storytelling*. La presse, qui se donne pour mission non pas d'informer mais d'émouvoir, nous *raconte des histoires* – au sens propre et figuré. Depuis une dizaine d'années, elle nous a raconté l'histoire de Carlos, ainsi qu'on l'appelait lorsqu'on ne pouvait le présenter autrement que comme un délinquant multirécidiviste et particulièrement violent.

Depuis lors, ses multiples avocats, aidés et sans doute payés par l'association Humanrights.ch, ont réussi à en faire un héros: un jeune homme victime de la violence et du racisme de notre société et de «conditions de détention contraires aux droits humains». Carlos n'a maintenant plus besoin de se cacher et on apprend qu'il s'appelle Brian, qu'il est né à Paris dans une famille africaine avant d'arriver à Zurich à l'âge de trois ans. C'est en Suisse alémanique qu'il se distinguera par des affaires de

drogue, des déprédations et des agressions. A dix-sept ans, il a déjà été condamné trente-quatre fois par la justice et il est placé dans une institution spécialisée, où il bénéficie d'un appartement de quatre pièces, d'enseignants privés et de formations aux arts martiaux. Son séjour coûte environ 30'000 francs par mois à la collectivité.

Ces informations avaient été révélées à l'époque par la télévision alémanique et surtout par le journal *Blick*, qui ne semblait pas mécontent de renseigner les contribuables suisses sur le traitement de luxe que les autorités réservaient à certains délinquants étrangers; les faits rapportés n'ont cependant jamais été démentis. On sait aussi qu'après une première libération, le jeune Brian a immédiatement récidivé, qu'il a été condamné une nouvelle fois en 2016 et qu'il est aussitôt reparti en prison, où il a continué à commettre divers

délits et à agresser les gardiens... tout en réussissant à se procurer clandestinement des téléphones portables afin de pouvoir parader sur les réseaux sociaux et y étaler ses griefs contre son pays d'accueil.

A la fin de l'année passée, des juges zuricois ont décidé que le dangereux délinquant, malgré plusieurs nouvelles condamnations, pouvait être libéré. Ses avocats se sont épanchés dans les médias pour exulter de joie et Humanrights.ch s'est vantée du rôle qu'elle avait joué dans cette libération; l'association réclame

Le Pamphlet
Case postale 998,
1001 Lausanne
courrier@pamphlet.ch
CCP:10-25925-4
Directeur de publication:
Michel Paschoud
ISSN 1013-5057

des dons pour aider à faire sortir de prison d'autres criminels.

Telle est l'histoire de Brian, alias Carlos, que chacun connaît désormais. Mais qui racontera l'histoire de ses victimes? Ont-elles seulement une histoire? Qui s'intéresse à ces gens normaux qui

se font dépouiller et violenter par une sombre brute «victime de la société»? En tout cas pas les défenseurs des «droits humains».

La conclusion est qu'avant de se montrer plus sévère envers les délinquants étrangers, il faudrait

d'abord commencer par mettre hors d'état de nuire les organisations qui les instrumentalisent à des fins idéologiques.

Pollux

Jusqu'ici, le revenu brut des conseillers fédéraux incluait, outre divers avantages justifiés par leur fonction, un abonnement des Remontées mécaniques suisses (RMS) offert par ces dernières¹.

Or le Conseil fédéral vient de s'apercevoir qu'il serait prudent de renoncer à ce cadeau, qui pourrait constituer, vu son montant important (4324 francs), l'acceptation d'un avantage, ce qui est illégal et expose à des poursuites pénales².

Toutefois, la possession d'un abonnement des RMS constituant, semble-t-il, un droit fondamental de tout conseiller fédéral, il n'est pas question d'en priver nos sept skieurs – huit en comptant le chancelier de la Confédération –, de sorte que, à partir du

1^{er} janvier 2024, c'est la Berne fédérale qui financera les remontées mécaniques de ces messieurs-dames.

On peut comprendre que les conseillers fédéraux bénéficient d'un abonnement général des CFF en première classe et de véhicules de fonction, qu'ils disposent de quelques dizaines de milliers de francs pour couvrir leurs frais ou que le coût de leurs télécommunications – à l'exclusion de la taxe radio-TV – soit pris en charge par la Confédération. On peut admettre qu'ils ont besoin de toutes ces adjonctions à leur revenu initial pour accomplir leurs missions avec le talent qu'on leur connaît.

Mais en quoi un abonnement de ski leur est-il utile pour le service du pays? M. Ignazio Cassis a-t-il

évoqué le conflit russo-ukrainien avec son ami le président Zelensky sur les pistes de Davos?

4324 francs multipliés par 8, cela fait 34'592 francs par année. Ce n'est rien. Mais on va les chercher dans la poche des contribuables, dont beaucoup peinent à boucler leurs fins de mois. Et ça, c'est quelque chose, quelque chose d'indécent!

M.P.

¹ <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/conseil-federal/attributions-conseil-federal/de-l-election-a-la-demission.html>.

² <https://www.lenouveliste.ch/suisse/abonnement-offert-les-conseillers-federaux-skient-grace-a-nos-impots-1352428>.

Petits privilèges

Douce nuit

La nuit de la Saint-Sylvestre a été calme en France, selon le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin¹.

En effet, il n'y aurait eu que trois cent huitante interpellations, sept cent quarante-cinq véhicules brûlés – dont cent nonante-six en Ile-de-France – et une quarantaine de policiers et

gendarmes légèrement blessés, soit une baisse, par rapport à l'année dernière, de 10% pour les interpellations, de 10% également pour les véhicules

incendiés et de 40% pour les agents blessés.

Si on ajoute à cela que les attaques au mortier de feu d'artifice, dont je n'ai pas trouvé le nombre exact, ont diminué de 80% – ce qui signifie qu'elles n'ont tout de même pas disparu – et que, selon le ministre, se trouvaient sur les Champs-Élysées plus d'un million de personnes, soit, en gros, l'équivalent de la moitié de la population de la ville de Paris, on comprend que M. Darmanin se soit «particulièrement félicité du succès

des célébrations parisiennes», qui devaient permettre de tester l'aptitude de la capitale à maîtriser l'accueil des centaines de milliers de spectateurs attendus à l'occasion des Jeux olympiques et paralympiques de 2024.

Espérons que le calme qui a prévalu en France et à Paris dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier y régnera plus encore entre le 26 juillet et le 11 août de cette année olympique; que les pyromanes, saisis d'un brusque respect envers les forces de l'ordre, s'abstiendront d'exercer leurs

talents sur les voitures malencontreusement garées dans les rues; et que les surmulots qui envahissent la ville lumière auront la courtoisie de rester dans leurs trous.

Soyons aussi optimistes que le ministre de l'intérieur français!

M.P.

[1https://actu.fr/societe/nouvel-an-2024-380-interpellations-et-une-quarantaine-de-policiers-et-gendarmes-blesses-60512831.html](https://actu.fr/societe/nouvel-an-2024-380-interpellations-et-une-quarantaine-de-policiers-et-gendarmes-blesses-60512831.html).

Les petits secrets de l'OFSP

«L'OFSP veut garder le secret sur l'achat des vaccins», annonçait en titre **20 minutes** en ligne du 7 janvier, qui précisait en sous-titre que, «malgré la recommandation du Préposé fédéral à la transparence, l'Office fédéral de la santé publique refuse toujours d'informer sur les montants dépensés pour acheter les vaccins contre le Covid-19»¹.

En cause, l'achat par la Confédération, via l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), de soixante et un millions de doses de vaccins anti-Covid à divers fournisseurs dans des conditions pas très claires, auquel M. Adrian Lobsiger, préposé fédéral à la protection des données et à la transparence, s'est récemment intéressé, demandant que l'OFSP publie le détail des contrats passés avec les groupes pharma-

ceutiques AstraZeneca, Curevac, Janssen Pharmaceutica, Moderna, Novavax et Pfizer.

Je ne trouve évidemment rien à redire au fait que M. Lobsiger accomplisse la tâche pour laquelle il a été nommé et je pense qu'il a raison de demander des comptes à la Confédération pour des agissements qui pourraient aller à l'encontre de l'intérêt de ce que d'aucuns considèrent encore comme le peuple souverain.

Mais la réaction de Mme Anne Lévy, directrice de l'OFSP, qui a refusé de donner satisfaction au préposé, me paraît, elle, digne d'un commentaire.

La première chose qui surprend, c'est que la directrice de l'OFSP semble détenir la compétence d'accepter ou de refuser une

demande émanant d'un cadre supérieur rattaché à la Chancellerie fédérale, qui, pour exercer sa fonction en toute indépendance, paraît-il, n'en est pas moins nommé par le Conseil fédéral et tenu de présenter des rapports réguliers à l'Assemblée fédérale et à l'Exécutif – non pas à l'Office fédéral de la santé publique².

Comme la Constitution fédérale prévoit (art. 178, al. 1) que Conseil fédéral dirige l'administration fédérale, qu'il assure l'organisation rationnelle de celle-ci et veille à la bonne exécution des tâches qui lui sont confiées, le citoyen moyen est en droit de supposer que le pouvoir de décider de lever ou non l'omerta sur des contrats douteux revient au Gouvernement et non à un fonctionnaire fédéral. Le tout est donc de savoir si la compétence de

prendre une telle décision a été déléguée à l'OFSP. Rien dans les missions officielles de l'Office ne permet de le supposer³. Mais, en bonne logique, la décision finale devrait de toute façon revenir à l'Exécutif, soit en tant que détenteur du pouvoir décisionnel, soit comme autorité de recours contre la décision de l'OFSP. On a eu trop souvent l'impression, pendant la crise covidienne, que ce dernier était tout-puissant. Il est temps que cela cesse.

Pour justifier sa décision, la directrice de l'OFSP se fonde sur deux arguments: la nécessité de protéger notre politique étrangère – en effet, la Suisse risquerait de se mettre à dos la France et la Suède, qui lui ont servi

d'intermédiaires pour l'achat d'une partie des vaccins, en toute confidentialité; et celle d'éviter la baisse des prix qu'entraînerait «une concurrence accrue au détriment des fabricants de vaccins», auxquels on avait également garanti la confidentialité.

On fera remarquer poliment que, à partir du moment où les noms des intermédiaires figurent en toutes lettres dans les pages des journaux, la confidentialité est fortement mise à mal.

Quant au risque de voir les prix baisser au détriment de ces malheureux fabricants de vaccins, c'est certainement un argument qui engendrera chez les contribuables et le préposé fédéral à la

transparence une terreur et une compassion telles qu'ils en oublieront de se demander si on n'essaie pas de leur cacher quelque vilénie.

M.P.

¹<https://www.20min.ch/fr/story/covid-19-lofsp-veut-garder-le-secret-sur-lachat-des-vaccins-249500981466>.

²<https://www.ad-min.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués/msg-id-59537.html>.

³<https://www.bag.ad-min.ch/bag/fr/home/das-bag/auftrag-ziele.html>.

Bricole

Vérité en deçà du 38^e parallèle nord, erreur au-delà

Le 4 janvier, la RTS diffusait l'inquiétante dépêche suivante:

La Corée du Nord a fourni des missiles à la Russie, selon Washington – Des missiles fournis par la Corée du Nord à la Russie ont été utilisés pour attaquer l'Ukraine, a avancé

la Maison Blanche, qui a dénoncé une «escalade conséquente et inquiétante» du soutien de Pyongyang à Moscou. (...)

Ça n'a sans doute aucun rapport, mais, le 13 décembre dernier, soit trois semaines plus tôt, on pouvait lire dans le journal **Le Point**:

Selon le Washington Post, la Corée du Sud pourrait livrer en 41 jours 330'000 obus de 155mm à Kiev, devenant ainsi son premier fournisseur en dépassant le volume de tous les pays européens réunis. Cette livraison se ferait indirectement, via les Etats-Unis. (...)

px